

# Une ENQUÊTE du "Lib" sur le PROCÈS CÉLINE

## LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-cinquième année. — N° 211

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

VENDREDI 13 JANVIER 1950

Le numéro : 10 francs

Les écrivains  
prennent  
position

(1<sup>re</sup> REPONSES EN PAGE 3)

### MINIMUM VITAL

DERRIERE les polémiques que suscitent le minimum vital et les conventions collectives, se dissimule le problème véritable mais insoluble : l'adaptation du pouvoir de consommation au pouvoir de production.

Jouant de malheur, on s'attaque à un autre problème qui, apparemment aisé, ne pourra jamais être résolu, même dans le meilleur des mondes : celui qui détermine les besoins. Mettre en équation les nécessités alimentaires, vestimentaires, culturelles, artistiques de l'homme, est une gageure qu'essaient cependant de tenir avec un sérieux comique, nos graves économistes.

Forcément chacun aboutit à un résultat différent, et même si l'on adoptait un des plus élevés, celui du « Monde Ouvrier » qui est de 20.033 par mois, et dont les calculs ont été très sérieux, l'utilisation de cette somme varierait avec chacun des bénéficiaires. Mais cela n'est encore qu'un des aspects secondaires de la question ; d'autres retiennent davantage notre attention.

D'abord, la diversité des sommes proposées : 15.000 pour certaines centrales, 19.000 pour la C.G.T., 19.700 pour les Autonomes, 13.633 pour le ministre des Affaires économiques, enfin pour la Section syndicale de la Régie Renault le budget-type de 19.700 établi par la Direction de la Fonction publique.

Mais n'oublions pas que l'humour ne perd jamais ses droits : nous le découvrons dans le calcul opéré par l'Institut d'Observation économique qui fixe le « poste » nourriture à 8.312 francs pour un manoeuvre et à 12.268 pour un ingénieur et arrive au total de 18.512 pour le premier et 45.130 pour le second. Prétendre qu'un intellectuel a des besoins alimentaires supérieurs à ceux d'un manuel, illustre parfaitement le grotesque de toutes ces discussions pseudo-scientifiques.

Cependant, le Gouvernement, au-dessus de la mêlée, se réserve le droit de fixer le salaire minimum — ne pas confondre avec minimum vital ! — et il semble bien qu'il ne voudra pas dépasser 10.000 francs. Comme on le voit, la situation est claire ! Si l'existence de millions de travailleurs n'était en jeu on pourrait en rire, on pourrait poser des questions, par exemple celle-ci : « Avez-vous fixé le minimum vital des commerçants, des politiciens, des trafiquants, des banquiers ? A combien s'élèvent leurs frais pour « boîte de nuit », bijoutier, couturier, voiture américaine, parfumeur, voyage, etc. ? »

Mais voilà qu'en voulant plaisanter nous soulevons tout le problème social, voilà que nous plaçons côte à côte le producteur « transposé en chiffres » et le parasite insolent. Voilà que nous arrivons à la conclusion non d'une règle à calcul, mais à celle de tout homme honnête : le partage équivalent entre tous des richesses produites par tous.

C'est alors que le pouvoir de consommation s'équilibre avec le pouvoir de production et que la liberté économique ne sera plus limitée que par les possibilités de production. L'incohérence aura fait place à l'ordre et à l'harmonie des rapports sociaux, le maximum vital aura remplacé le minimum vital.

### Le "bonheur" des uns...



### 40 pour cent des salariés gagnent moins de 15.000 frs

D'après une statistique du Ministère du Travail concernant sept millions de salariés, on en compte :

75.000	gagnant moins de 10.000 francs.
120.000	gagnant de 10.000 à 11.000 francs.
200.000	gagnant de 11.000 à 12.000 francs.
600.000	gagnant de 12.000 à 13.000 francs.
850.000	gagnant de 13.000 à 14.000 francs.
1 million	gagnant de 14.000 à 15.000 francs.
4.700.000	gagnant plus de 15.000 francs.

### L'âge

27 %	de plus de 98 ans ;
30 %	entre 98 et 68 ans ;
32 %	entre 68 et 34 ans ;
10 %	entre 34 et 12 ans ;
1 %	de moins de 12 ans.
54 %	des immeubles sans W.-C. particuliers.

### des immeubles à Paris

20 % n'ont pas l'eau courante.  
4.000 logements doivent être évacués dans le délai d'un an pour cause d'insécurité.  
En France, 277.277 maisons ont été détruites pendant la dernière guerre, 9.739 seulement ont été reconstruites depuis la Libération, soit environ 3,5 %.

### LE MIROIR AUX ALOUETTES

## Les Conventions Collectives

Le vote de la loi étant certain, le but de ce que M. Herriot a appelé un « débat de haute tenue » et cela parce que les représentants du « peuple » avaient pour une fois négligé de se traiter de pourri, apparaît très clairement.

— Il s'agissait pour le patronat d'obtenir à travers les conventions collectives un plafond fixe pour les salaires afin de stabiliser les prix de revient, qui permettent les marchés à long terme et la récupération par une augmentation progressive des prix.

— Il s'agissait pour le gouvernement de maintenir un contrôle sur l'économie de manière à maintenir l'équilibre monétaire actuel et par conséquent de conserver les possibilités de reconduire

Le Parlement vient, après de « laborieux » efforts, de voter la loi sur les conventions collectives. Il ne pouvait pas en être autrement, car si chacun des trois partis s'opposait sur ses modalités, tous étaient d'accord sur son principe.

Eriger une digue aux revendications actuelles et futures, enfermer les travailleurs dans le cadre d'une réglementation auquel ils ne pourront échapper qu'à la suite de laborieux et longs efforts, tel est le but de la nouvelle loi. Et leur long mécanisme de mise en route laissera au patron privé ou à l'Etat patron le temps de « se retourner », de « voir venir », de préparer l'éternelle riposte sur les prix qui rend toute augmentation de salaire illusoire et a simplement pour résultat de stabiliser la misère à un indice au chiffre plus élevé.

Le somptueux budget de police, de guerre, de centralisation étatique.

— Il s'agissait pour les partis d'opposition de flatter une clientèle ouvrière qui, on ne sait trop pourquoi, consi-

dère les conventions collectives comme la panacée à tous les maux. Et également de batailler pour que ces conventions soient suffisamment souples pour ne pas les gêner lorsqu'à leur

tour ils auront pénétré dans les conseils de gouvernement.

Et l'on vote la conciliation obligatoire, qui renforce l'autorité du gouvernement donc de l'Etat.

Et l'on repousse l'extension des conventions collectives car cela pourrait gêner la liberté de manoeuvre du patronat.

Et l'on accepte l'arbitrage facultatif qui permettra aux partis dits de « gauche » de faire traîner un peu plus des conflits riches en possibilités électorales.

Chacun semble donc avoir trouvé son lot dans cette opération, même les travailleurs d'abord méfiants et qui semblent se prendre au jeu.

Démocratie économique, grand souvenir de 1936, législation sociale la plus avancée, autant de grelots au collier qu'on vient de leur passer au cou, qui tintent clairement et étourdissent les travailleurs. Et lorsque tout ce bruit fait autour de cette loi se sera apaisé ils ne sentiront plus que le poids du carcan et il leur faudra tirer fort pour le briser.

Entendons-nous bien, je ne veux pas discuter ici les modalités de la loi. Celle-ci étant promulguée il est bien possible qu'il soit préférable pour les travailleurs d'échapper à l'arbitrage obligatoire. Echapier à la conciliation obligatoire aurait encore été mieux et l'extension des conventions collectives à toutes les entreprises d'une industrie aurait pu aider les travailleurs qui mènent un combat difficile contre un patronat de choc. Ce sont peut-être des efforts aussi nécessaires que ceux du prisonnier aménageant sa geôle.

Ce qu'il faut examiner avec une attention soutenue c'est le principe même des conventions collectives, qu'elles soient « bonnes » ou « mauvaises ».

(Suite page 2, col. 3.)

## QUE PENSEZ-VOUS du procès Céline ?

Le procès de l'auteur du « Voyage au bout de la nuit » est en cours. Fidèles à notre tradition et pensant que ce procès est plus significatif qu'il n'apparaît à première vue, nous ne laisserons pas passer l'occasion de mettre devant leurs responsabilités tous les petits conspirateurs du silence, tous les « dans son intérêt, il faut mieux pas... », tous ceux qui ne veulent pas se mouiller en un mot. Nous poserons la question bien franchement : Que pensez-vous du procès intenté à Louis-Ferdinand Céline ?

Jusqu'ici, depuis la Libération, n'ont osé attirer l'attention sur le « cas Céline » que : Robert Massin en novembre 1947 dans *La Rue* (défunte, malheureusement) ; Action des derniers temps, dans une campagne courte et anonyme dirigée contre Céline ; *Samedi-Soir*, voyant, lui, comme d'habitude un simple objet de scandale ; et Louis Pauwels, avec honnêteté, dans *Carrefour*.

Signalons enfin le livre d'Albert Paraz *Le Gala des Vaches* (1), qui défend avec acharnement l'écrivain exilé.

Louis Destouches, dit Louis-Ferdinand Céline, est poursuivi pour avoir, par ses écrits, « porté atteinte au moral de la nation en temps de guerre ». Il risque cinq à dix ans de travaux forcés au maximum, quelques semaines de prison seulement s'il quitte le Danemark et se constitue prisonnier. Mais Céline ne veut

pas se présenter devant la Cour et comme le soulignait Louis Pauwels (non suspect de collaboration) : « Il lui faudrait l'acquiescement pur et simple... ou la peine de mort. Et sans doute (ce qui peut arriver) verrait-il là la seule injustice à la mesure de son génie tragique ».

Que reproche-t-on exactement à L.-F. Céline ? Dans un mémoire reproduit en partie dans le « Gala des Vaches », il reprend chacune des accusations et essaie de les réfuter. Les lettres publiées dans certains journaux de la collaboration ? Ce n'étaient pas des articles, mais des lettres, dit-il, publiées par aven-

par M. LEMAITRE

turé, au hasard et aux risques des destinataires et d'ailleurs arrangées, douteuses... Les relations littéraires avec l'Allemagne ? Mes romans étaient interdits en Allemagne (sauf quelques pages de « Bagatelles » tronquées, truquées). J'ai toujours eu des critiques malveillantes de la part des Allemands qui me considéraient comme « esprit anarchique, dangereux saboteur moral ». Avoir pris position contre la Résistance ? Céline s'en défend et de sa lettre à « Germain », il dit : « Cette lettre prouve que je pensais à ce moment déjà qu'il y avait une certaine résistance pourrie, comme il y avait une collaboration pourrie, où est la nouveauté ? »

Si ces accusations tiennent peu, il en

est deux plus sérieuses. La première : d'avoir quitté Paris en août 1944 sous la protection des Allemands (ce que Céline réfute en disant qu'il avait demandé depuis longtemps la permission de partir au Danemark, permission accordée seulement en juin 44). Il fut d'ailleurs interné à Baden-Baden, puis à Berlin, puis ramené à Sigmaringen comme médecin, les jours passés en Allemagne ayant été tous consacrés à soigner inlassablement « la plèbe » de la collaboration, les « officiels », amis des nazis se prélassant dans les hôtels. La seconde est plus grave : avoir entretenu les persécutions antisémites en faisant rééditer « Bagatelles pour un massacre » et publier « Les Beaux Draps » et « Guignol's Band ». Si « Guignol's Band » n'est que de la littérature fantastique, comme le dit Céline dans son mémoire, certains passages des « Beaux Draps » dont la couverture s'ornait d'une publicité pour une collection consacrée à la « question juive », peuvent en effet justifier cette accusation. Quoi qu'il ait fallu du courage à Céline pour écrire, en 1942 : « Bouffer du Juif, ça suffit pas... Ça vous écoeurerait tous les jours, dits farouchement antisémites, qu'est-ce qu'ils cherchent au fond ?... Celui qui profite d'une idée c'est déjà une sacrée salope... Le peuple il est pas anti-juif, il est pas judéophile, il veut bouffer que du bourgeois qu'il connaît bien... Le Juif il est pas en question, l'antisémitisme c'est un blase, l'invention canaille des bourgeois et de leurs suppôts pour dériver le pauvre peuple, ses trop légitimes fureurs sur un innocent... Et c'est ironie, Céline devenant libertaire s'écrit : « Je décrète (pour faire la Révolution) salaire national 100 fr. par jour maximum. Personne peut gagner plus de cent balles, dictateur compris. Pour le peuple le communisme c'est le moyen, l'astuce d'accéder bourgeois illégitime, à la foire d'empoigne, sauter dans les privilèges... C'est pas de discours qu'il s'agit, ni d'ordre moral, ni de police, d'élections non plus, c'est gros. Sous qu'il faut opérer, vider sa poche, débiter, amener tout ça au soleil... Tout le monde à la même école ! Les familles réunies, en somme, toutes les familles dans une seule, avec égalité des ressources, de droit, de fraternité, tout le monde au salaire national, dans les 150 fr. par jour, maximum, le Dictateur 200 points pour lui faire spécialement honneur, encore qu'il soit bien entendu qu'on ira pour sa livre « extra » le taper plus souvent qu'à son tour, question de bien lui rappeler la vie qu'il en chiera comme un voleur, que c'est le rôle des pères de famille... »

Céline a, sans doute, à se justifier, voire même à répondre de certaines « maladresses ». Mais à se justifier devant qui ? devant quoi ? La justice en France, aujourd'hui n'est que dérision. Et le procès Céline, s'il s'ouvre, ne peut être, comme tous les autres procès de même nature, qu'un procès dérisoire. Car la culpabilité de l'auteur du « Voyage » n'atteint pas la hauteur de celle de bien de notoires profiteurs et tortionnaires de la collaboration, libres aujourd'hui, d'écrivains « dédouannés », de politiciens et généraux blanchis. On essaie, sans doute, par le silence fait autour de lui « de (lui) faire payer, expier ses livres d'avant-guerre, ses succès de littérature et de polémique d'avant-guerre ». Par souci d'objectivité et d'information ainsi que pour permettre aux écrivains et personnalités que Céline met en cause de se justifier de cette accusation, nous ouvrons nos colonnes à ceux-ci, consultés pour vous.

(1) Edition de l'Etat.

### ...fait le malheur des autres



(Cliché Franc-Tireur.)

### Bonne, féconde et sainte année

Quoi de plus touchant, que les souhaits présentés délicatement au début du Nouvel An par un enfant sincère à ses parents ! S.S. Pie XII — (lisez : Sa Sainteté le Pape !) a des millions de « fils » répartis dans le monde entier — et qui, invités par leur Père célèbrent l'Année Sainte.

Pour le Pape Catholique, l'année 1950 est déjà Bonne et Féconde.

Pensez donc. Que de joies ! Puissance considérable : 369 archevêques, 964 évêques, 479 délégations apostoliques.

Une ombre au tableau, pourtant ! Les démocrates populaires, après avoir accepté des compromis, limitent progressivement, sinon adroitement, l'influence ecclésiastique.

Mais une ombre temporaire. Le Vatican contemple avec joie les fruits mûrissants de ses diplomatiques démarques.

La puissante Amérique se met à ge-

par René-Pierre FROMENT

noux, ouvre ses coffres-forts. Partout se lèvent dans les Etats, des factions désireuses d'abattre le Communisme, en s'appuyant sur la Religion. Ombre temporaire donc ; joies en perspective.

Mais aussi, joies présentes. La France, entre autres, déchristianisée par de longues années d'école laïque, est aux mains de gens décidés à soutenir l'école confessionnelle ; des lois nouvelles sont préparées. Les finances nationales seront mises à contribution.

Et l'enthousiasme des foules est en voie de réchauffement dans le monde entier.

Les pèlerinages y aident infiniment. La lutte « anti-communisme » amène des adhérents ; le soutien des revendications ouvrières ébranle des hostilités ou des indifférences. Mgr Lebrun dit à Rennes, que les ouvriers doivent participer aux bénéfices de leurs entreprises et ne parle pas, bien entendu, des employés d'église ou des instituteurs libres payés le moins possible.

L'année (au Vatican) s'annonce féconde. La France seule prévoit 110 pèlerinages ; l'Autriche, 70 ; Belgique, 23 ; Espagne, 18 ; Suisse, 12 ; Hollande, 9 ; Angleterre, 7, sans compter l'Amérique et autres.

Que de recettes en perspective : prévus 22.000 lits par jour, 2 millions d'enveloppes, 15 tonnes de cartes, 140 tonnes de livres, 210 de guides.

Sans oublier les dons que ne manqueront pas de faire par reconnaissance, les 5.000 commerçants ayant déjà remis leurs magasins à neuf en prévision des recettes.

(Suite page 2, col. 1.)



## LES RÉFLEXES DU PASSANT



L'huissier est un personnage dont on s'écarte instinctivement comme l'on s'écarte de tout merdophage. Il ne se nourrit en effet que de déchets et le bonheur d'autant qu'il plonge dans les débris des autres. Ainsi que les grêles chavals se délectent de charognes, il fouille avec dextérité et joie parmi les hardes de ceux que la loi serine jette entre ses griffes. Il n'accorde aucune attention à ses victimes. Il ne leur en veut d'ailleurs nullement. Il en veut seulement à leurs biens. A sa façon, c'est un espèce de bandit assermenté, qui, le cas échéant, peut requérir son compère, le policier, si l'on fait mine de s'opposer à ses exploits. Je reconnais toutefois qu'avant d'en arriver à de telles extrémités, l'huissier se livre

## L'huissier

aux sommations d'usage, avec frais, bien entendu, mais toujours en assurant l'intéressé par la même occasion, de sa parfaite considération.

La formule est la même pour le banquier et pour l'économiquement faible. Or vous le dir, nous sommes en République, l'égalité n'est pas un vain mot. Et l'huissier inventorie avec une égale sérénité des bijoux, des « Sévres », des pièces d'orfèvrerie amorties, des nippes usagées, des fers à repasser, quelques paires de drap tirées d'une vieille armoire qui se retrouveront plus tard sur quelque marché « aux puces ».

Ayant ainsi détourné ses contemporains au bénéfice de Pierre ou de Paul, de l'Etat, de la Loi, du bon Dieu ou du diable, la conscience paisible, il rejoint son étude où l'attendent des tâches essentielles au maintien du bon renom de la France immortelle.

L'huissier est inaccessible à la honte, car ses ténés exploits perpétrés fréquemment dans les chambres de bonnes lui valent une charge lucrative sinon honorable. Comme le bourreau, comme le géolier, il exécute. Avec la différence que ceux-ci sont des fonctionnaires, et lui, un « monsieur aux ordres de tout le monde ».

Un prostitué, en quelque sorte. OLIVE.

## Hypocrisies à l'Ouest - Calme à l'Est

Il est trop couramment admis aujourd'hui que l'Angleterre, en tant que puissance économique et politique, est en train de disparaître de l'échiquier mondial, laissant le champ libre aux deux géants, l'U.R.S.S. et les U.S.A., qui cherchent chacun à leur manière à réaliser l'unité du monde sous leur houlette. Pourtant, une série de faits récents tend à prouver que l'Angleterre n'est pas disposée à se laisser chasser des nombreux réduits qu'elle avait établis au temps de sa puissance, un peu partout dans le monde.

Certains de ces faits, tel le refus par la Grande-Bretagne d'accepter les crédits de l'aide militaire américaine ou les crédits d'aide aux pays arriérés, prennent presque l'allure de symbole de l'indépendance britannique vis-à-vis d'un partenaire habitude à ne trouver devant lui que des « courbettes ». Parfois la lutte se situe sur le terrain — il vaudrait mieux dire la façade — de l'O.N.U., et notamment chaque fois que les colonies anglaises ou les pays pla-

cés traditionnellement sous l'influence britannique sont en cause. Il est curieux de voir alors l'Amérique se faire le champion inattendu des peuples coloniaux et de brandir les mots d'ordre de bien-être et d'aide désintéressée aux pays arriérés. Mais c'est dans le domaine économique que la lutte anglo-américaine est la plus âpre. Tantôt, elle est publique comme dans le cas du traité commercial anglo-argentin signé il y a quelques mois et qui mettait en péril les intérêts américains en Argentine, ou comme lors de la décision que vient de prendre l'Angleterre de réduire d'un tiers ses importations de pétrole en provenance de la zone dollar. Tantôt elle est beaucoup plus sournoise et camouflée. On n'en voit que les effets, tout le reste se passe dans les coulisses ; telle cette série de coups d'Etat en Syrie, inexplicables si l'on oublie la rivalité des puissances intérieures américaines et britanniques au Moyen-Orient. Jusqu'ici, ces derniers grâce à une subtilité politique que ne possèdent pas leurs rivaux, marquent des points : les Américains n'ont pas encore obtenu après trois ans d'efforts l'autorisation de construire le pipeline géant transarabien !

Certes l'Amérique n'a pas dit son dernier mot et elle compte bien, au cours de l'année à venir, par la mise en œuvre du « IV<sup>e</sup> Point Truman » (aide aux pays insuffisamment développés) favoriser au maximum les investissements américains dans les zones jusqu'ici contrôlées par les Britanniques : vallée du Nil, Moyen-Orient, Afrique centrale.

Mais l'issue de cette lutte nous importe peu. Ce qu'il faut souligner ici c'est que les uns comme les autres éprouvent le besoin de masquer leurs

ménées impérialistes en les drapant dans les traditionnelles valeurs humanitaires. Truman a lancé, il y a un an, son fameux IV<sup>e</sup> Point, sous prétexte de venir en aide aux pays arriérés et pour barrer la route au communisme. En réalité on a vu depuis, que ce qui compte, c'est moins d'être un pays arriéré, qu'un pays arriéré bien situé stratégiquement (vallée du Nil, Iran, etc.) ou riche en ressources naturelles (pétrole du Moyen-Orient).

Dans les pays arriérés, comme en Europe, l'aide américaine n'est pas désintéressée : il s'agit avant tout pour l'impérialisme américain camouflé de s'implanter sur des positions stratégiques favorables, de garantir l'investissement des capitaux, de trouver de nouveaux débouchés pour la production nationale yankee surabondante.

Le jeu de l'Angleterre est tout aussi subtil. Il consiste à lâcher d'une main pour reprendre de l'autre, de céder sur un point devenu intenable quitte à rentrer par la fenêtre dès que c'est possible. Il suffit de voir ce qui s'est passé en Palestine et en Syrie que les An-

glais ont officiellement « libérées » et où ils continuent à tirer les ficelles par l'intermédiaire de leurs agents d'affaires et de tout un réseau de complicités, pour voir que le « bien du peuple » n'est qu'une large étiquette destinée à cacher ce qui est à l'intérieur du flacon.

Tout comme l'U.R.S.S. a créé un mythe du socialisme, nous voyons s'élaborer devant nos yeux le mythe du bien-être par la démocratie, de « l'américan way of life », du mode de vie américain, comme panacée.

Pour nous, il n'est pas question de choisir entre ces deux systèmes. Tous deux font également appel au mensonge et à l'hypocrisie pour cacher leur véritable nature : l'exploitation de l'homme par l'homme. Mais le fait même que l'un et l'autre éprouvent la nécessité de mentir pour subsister montre leur faiblesse. Le jour où les hommes cessent de se laisser prendre aux apparences, ce jour-là tous les régimes ayant le mensonge pour système seront condamnés.

SAVOY.

## BONNE, FECONDE ET SAINTE ANNEE

(Suite de la première page)

Sans oublier les dons des nations flatées par cette manifestation, et dont les transports et le commerce fonctionnent mieux à cause de ces milliers de voyageurs.

Cinq mille au moins prévus de la seule Angleterre. Leur dépense minimum sera de 50 livres, environ 50.000 francs pour 1 personne en quelques jours.

Personne ne trouvera anormal bien sûr, que pendant le même temps, des pauvres meurent de faim faute de quelques centaines de francs par jour.

Aussi d'autres pèlerinages sont-ils prévus déjà, organisés. A la Pentecôte, par exemple, pour la canonisation de sainte Jeanne de France.

Année sainte, année féconde.

Les dizaines de milliers de pèlerins pourront acheter la bénédiction papale sur disque.

L'aidé Marshall débouche un crédit de 3 millions de dollars pour aider l'industrie hôtelière à faire face à l'afflux des pèlerins.

Les touristes imprévus peuvent à raison de 600 francs par heure se procurer le vêtement nécessaire pour pénétrer décentement dans la basilique Saint-Pierre.

Même la France si pauvre, si blessée par la guerre, et qui n'est pas sans tant de meurtre de faim, a voulu un don magnifique : un cadeau de 10 tonnes d'appareil (indispensable !) de télévision.

## C. A. J.

Après une interruption comme l'an dernier, pendant les congés de fin d'année, les causeries du cercle anarchiste des jeunes reprendront le 13 janvier à 21 heures, au Cercle des Savantes, 28, rue Serpente, Salle F.

Notre camarade Fontaine traitera « Education et Pédagogie ».

Ce sujet que Fontaine n'avait pu qu'effleurer l'an dernier au cours d'une causerie, méritait bien que l'on y consacre une soirée entière et c'est à la demande de nombreux copains que nous l'avons inscrit au programme de cette année.

Le 27 janvier sera traité le problème : « Le Pacifisme et la Paix ».

Dans le prochain numéro du Libéraire nous ferons brièvement le point des résultats obtenus au cours des premières réunions de cette 2<sup>e</sup> année d'activité.

Au Vendredi 13 janvier camarades, LE RESPONSABLE DU C.A.J.

fabriqué spécialement par les ingénieurs du Centre de la Tour Eiffel : un de ceux-ci restera un an à Rome, pour assurer le bon apprentissage du personnel local. Et MM. Bidault, Schumann et autres constituent à Paris un Comité qui recherche les fonds pour payer ce cadeau.

Affection touchante des fils de Saint-Père, qui leur fait proclamer :

« Cette année est celle du Grand Retour à Dieu ; c'est aussi l'année du « Grand Pardon ».

Pie XII les appelle :

« Vers cette mère des peuples qu'est « Rome... » «... Ceux qui reçoivent l'ordre de semer la mort et ceux qui en « subissent les effets », ensemble ils « deviendront l'avenir-garde fidèle de la « Croisade pour le Paix ».

« Pour la Paix Chrétienne, réplique Mgr Thénas à Lourdes. »

Ce qui probablement signifie que l'adversaire doit d'abord être abattu.

Pardon — soit : libération des emprisonnés, des condamnés pour faits de guerre nazie. L'Eglise aussi veut obtenir son pardon. Le R.P. Denoël a composé un film et un livre à la gloire de Jeanne d'Arc brûlée autrefois par l'évêque Cauchon. Les bénéfices seront le signe du pardon !

Au docteur Auguste Valet, chargé à Lourdes, des constatations, depuis 25 ans, et qui peut-être a dû déclarer pas mal de « miracles » le Pape octroie la Croix de Chevalier de St-Vérogère-le-Grand.

En bref, l'année s'annonce heureusement pour le Vatican et son influence.

Mgr Feltin venant de déclarer : « Nous sommes toujours prêts à rendre à César ce qui lui appartient », on chuchote même que le Vatican aura eu la formidable velléité de distribuer aux malheureux tous les bénéfices retirés de ces pèlerinages.

Aussi l'Eglise catholique, revenue à

## ERRATUM

Dans l'article : l'Offre et la Demande de la semaine passée une erreur typographique nous a fait dire : « et l'on ajoutait les taxes municipales, etc... nous arriverions certainement aux environs de 100.000 par habitants. » C'est par contributables qu'il fallait lire.

la pauvreté évangélique, terminerait-elle cette année en sainte.

Attentions avec confiance. Pour le moment elle est grosse des innombrables visiteurs, des dons qui affluent, et de projets inexprimés.

P.S. — Il n'est pas recommandé à ceux qui auraient des raisons personnelles de « passer la frontière » d'utiliser la Carte de Pèlerin, reconnue comme passeport et donnant droit à réduction sur chemin de fer.

## CONVENTIONS COLLECTIVES

(Suite de la première page)

Ces conventions collectives fixeront un nouveau palier pour les salaires c'est incontestable, mais ce palier n'étant pas garanti par l'échelle mobile, il s'avérera aussi illusoire que les précédentes augmentations de salaires et lorsque ensuite les travailleurs voudront de nouveau améliorer leurs conditions d'existence il leur faudra attendre que la lourde machine d'arbitrage se remette en route et les prix qui eux ne sont pas astreints aux conventions collectives, prendront les devants avec le bris qu'on leur connaît.

Les conventions collectives contribueront encore à désarmer les travailleurs. Par l'illusion qu'elles créent de pouvoir régler pacifiquement les problèmes elle aboutissent d'abord à la réglementation « morale » du droit de grève, prélude à la réglementation effective, souci constant de tous les régimes étatiques.

Enfin, et c'est pour cela qu'en dehors de la C.N.T. et avec des modalités différentes toutes les centrales syndicales se sont déclarées pour, elles livrent les travailleurs pieds et poings liés aux organisations c'est-à-dire à la bureaucratie syndicale.

Personne n'ignore plus comment les choses se passent. Les revendications ne sont pas déterminées par les travailleurs mais par les états-majors syndicaux, qui les sortent de leurs cartons suivant l'intérêt politique du moment. Ces revendications ne sont pas discutées entre les employeurs et les sala-

riés mais par les employeurs et les fonctionnaires syndicaux et le cas échéant par ceux de l'Etat.

Et l'on va une fois de plus assister à la comédie habituelle. Discussion tripartite Patron-Etat-Bureaucratie syndicale. Et cette bureaucratie syndicale au hasard des commissions successives ou des obligations de partis politiques, retiendra, acceptera, modèlera, tripatouillera ces revendications pour les faire ensuite accepter par la « base » c'est-à-dire par une assemblée de 300 ou 400 ouvriers présents sur 4.000, ou 5.000, ou 10.000, ou 20.000, ou 30.000, ou 40.000, ou 50.000, ou 60.000, ou 70.000, ou 80.000, ou 90.000, ou 100.000, ou 110.000, ou 120.000, ou 130.000, ou 140.000, ou 150.000, ou 160.000, ou 170.000, ou 180.000, ou 190.000, ou 200.000, ou 210.000, ou 220.000, ou 230.000, ou 240.000, ou 250.000, ou 260.000, ou 270.000, ou 280.000, ou 290.000, ou 300.000, ou 310.000, ou 320.000, ou 330.000, ou 340.000, ou 350.000, ou 360.000, ou 370.000, ou 380.000, ou 390.000, ou 400.000, ou 410.000, ou 420.000, ou 430.000, ou 440.000, ou 450.000, ou 460.000, ou 470.000, ou 480.000, ou 490.000, ou 500.000, ou 510.000, ou 520.000, ou 530.000, ou 540.000, ou 550.000, ou 560.000, ou 570.000, ou 580.000, ou 590.000, ou 600.000, ou 610.000, ou 620.000, ou 630.000, ou 640.000, ou 650.000, ou 660.000, ou 670.000, ou 680.000, ou 690.000, ou 700.000, ou 710.000, ou 720.000, ou 730.000, ou 740.000, ou 750.000, ou 760.000, ou 770.000, ou 780.000, ou 790.000, ou 800.000, ou 810.000, ou 820.000, ou 830.000, ou 840.000, ou 850.000, ou 860.000, ou 870.000, ou 880.000, ou 890.000, ou 900.000, ou 910.000, ou 920.000, ou 930.000, ou 940.000, ou 950.000, ou 960.000, ou 970.000, ou 980.000, ou 990.000, ou 1.000.000, ou 1.010.000, ou 1.020.000, ou 1.030.000, ou 1.040.000, ou 1.050.000, ou 1.060.000, ou 1.070.000, ou 1.080.000, ou 1.090.000, ou 1.100.000, ou 1.110.000, ou 1.120.000, ou 1.130.000, ou 1.140.000, ou 1.150.000, ou 1.160.000, ou 1.170.000, ou 1.180.000, ou 1.190.000, ou 1.200.000, ou 1.210.000, ou 1.220.000, ou 1.230.000, ou 1.240.000, ou 1.250.000, ou 1.260.000, ou 1.270.000, ou 1.280.000, ou 1.290.000, ou 1.300.000, ou 1.310.000, ou 1.320.000, ou 1.330.000, ou 1.340.000, ou 1.350.000, ou 1.360.000, ou 1.370.000, ou 1.380.000, ou 1.390.000, ou 1.400.000, ou 1.410.000, ou 1.420.000, ou 1.430.000, ou 1.440.000, ou 1.450.000, ou 1.460.000, ou 1.470.000, ou 1.480.000, ou 1.490.000, ou 1.500.000, ou 1.510.000, ou 1.520.000, ou 1.530.000, ou 1.540.000, ou 1.550.000, ou 1.560.000, ou 1.570.000, ou 1.580.000, ou 1.590.000, ou 1.600.000, ou 1.610.000, ou 1.620.000, ou 1.630.000, ou 1.640.000, ou 1.650.000, ou 1.660.000, ou 1.670.000, ou 1.680.000, ou 1.690.000, ou 1.700.000, ou 1.710.000, ou 1.720.000, ou 1.730.000, ou 1.740.000, ou 1.750.000, ou 1.760.000, ou 1.770.000, ou 1.780.000, ou 1.790.000, ou 1.800.000, ou 1.810.000, ou 1.820.000, ou 1.830.000, ou 1.840.000, ou 1.850.000, ou 1.860.000, ou 1.870.000, ou 1.880.000, ou 1.890.000, ou 1.900.000, ou 1.910.000, ou 1.920.000, ou 1.930.000, ou 1.940.000, ou 1.950.000, ou 1.960.000, ou 1.970.000, ou 1.980.000, ou 1.990.000, ou 2.000.000, ou 2.010.000, ou 2.020.000, ou 2.030.000, ou 2.040.000, ou 2.050.000, ou 2.060.000, ou 2.070.000, ou 2.080.000, ou 2.090.000, ou 2.100.000, ou 2.110.000, ou 2.120.000, ou 2.130.000, ou 2.140.000, ou 2.150.000, ou 2.160.000, ou 2.170.000, ou 2.180.000, ou 2.190.000, ou 2.200.000, ou 2.210.000, ou 2.220.000, ou 2.230.000, ou 2.240.000, ou 2.250.000, ou 2.260.000, ou 2.270.000, ou 2.280.000, ou 2.290.000, ou 2.300.000, ou 2.310.000, ou 2.320.000, ou 2.330.000, ou 2.340.000, ou 2.350.000, ou 2.360.000, ou 2.370.000, ou 2.380.000, ou 2.390.000, ou 2.400.000, ou 2.410.000, ou 2.420.000, ou 2.430.000, ou 2.440.000, ou 2.450.000, ou 2.460.000, ou 2.470.000, ou 2.480.000, ou 2.490.000, ou 2.500.000, ou 2.510.000, ou 2.520.000, ou 2.530.000, ou 2.540.000, ou 2.550.000, ou 2.560.000, ou 2.570.000, ou 2.580.000, ou 2.590.000, ou 2.600.000, ou 2.610.000, ou 2.620.000, ou 2.630.000, ou 2.640.000, ou 2.650.000, ou 2.660.000, ou 2.670.000, ou 2.680.000, ou 2.690.000, ou 2.700.000, ou 2.710.000, ou 2.720.000, ou 2.730.000, ou 2.740.000, ou 2.750.000, ou 2.760.000, ou 2.770.000, ou 2.780.000, ou 2.790.000, ou 2.800.000, ou 2.810.000, ou 2.820.000, ou 2.830.000, ou 2.840.000, ou 2.850.000, ou 2.860.000, ou 2.870.000, ou 2.880.000, ou 2.890.000, ou 2.900.000, ou 2.910.000, ou 2.920.000, ou 2.930.000, ou 2.940.000, ou 2.950.000, ou 2.960.000, ou 2.970.000, ou 2.980.000, ou 2.990.000, ou 3.000.000, ou 3.010.000, ou 3.020.000, ou 3.030.000, ou 3.040.000, ou 3.050.000, ou 3.060.000, ou 3.070.000, ou 3.080.000, ou 3.090.000, ou 3.100.000, ou 3.110.000, ou 3.120.000, ou 3.130.000, ou 3.140.000, ou 3.150.000, ou 3.160.000, ou 3.170.000, ou 3.180.000, ou 3.190.000, ou 3.200.000, ou 3.210.000, ou 3.220.000, ou 3.230.000, ou 3.240.000, ou 3.250.000, ou 3.260.000, ou 3.270.000, ou 3.280.000, ou 3.290.000, ou 3.300.000, ou 3.310.000, ou 3.320.000, ou 3.330.000, ou 3.340.000, ou 3.350.000, ou 3.360.000, ou 3.370.000, ou 3.380.000, ou 3.390.000, ou 3.400.000, ou 3.410.000, ou 3.420.000, ou 3.430.000, ou 3.440.000, ou 3.450.000, ou 3.460.000, ou 3.470.000, ou 3.480.000, ou 3.490.000, ou 3.500.000, ou 3.510.000, ou 3.520.000, ou 3.530.000, ou 3.540.000, ou 3.550.000, ou 3.560.000, ou 3.570.000, ou 3.580.000, ou 3.590.000, ou 3.600.000, ou 3.610.000, ou 3.620.000, ou 3.630.000, ou 3.640.000, ou 3.650.000, ou 3.660.000, ou 3.670.000, ou 3.680.000, ou 3.690.000, ou 3.700.000, ou 3.710.000, ou 3.720.000, ou 3.730.000, ou 3.740.000, ou 3.750.000, ou 3.760.000, ou 3.770.000, ou 3.780.000, ou 3.790.000, ou 3.800.000, ou 3.810.000, ou 3.820.000, ou 3.830.000, ou 3.840.000, ou 3.850.000, ou 3.860.000, ou 3.870.000, ou 3.880.000, ou 3.890.000, ou 3.900.000, ou 3.910.000, ou 3.920.000, ou 3.930.000, ou 3.940.000, ou 3.950.000, ou 3.960.000, ou 3.970.000, ou 3.980.000, ou 3.990.000, ou 4.000.000, ou 4.010.000, ou 4.020.000, ou 4.030.000, ou 4.040.000, ou 4.050.000, ou 4.060.000, ou 4.070.000, ou 4.080.000, ou 4.090.000, ou 4.100.000, ou 4.110.000, ou 4.120.000, ou 4.130.000, ou 4.140.000, ou 4.150.000, ou 4.160.000, ou 4.170.000, ou 4.180.000, ou 4.190.000, ou 4.200.000, ou 4.210.000, ou 4.220.000, ou 4.230.000, ou 4.240.000, ou 4.250.000, ou 4.260.000, ou 4.270.000, ou 4.280.000, ou 4.290.000, ou 4.300.000, ou 4.310.000, ou 4.320.000, ou 4.330.000, ou 4.340.000, ou 4.350.000, ou 4.360.000, ou 4.370.000, ou 4.380.000, ou 4.390.000, ou 4.400.000, ou 4.410.000, ou 4.420.000, ou 4.430.000, ou 4.440.000, ou 4.450.000, ou 4.460.000, ou 4.470.000, ou 4.480.000, ou 4.490.000, ou 4.500.000, ou 4.510.000, ou 4.520.000, ou 4.530.000, ou 4.540.000, ou 4.550.000, ou 4.560.000, ou 4.570.000, ou 4.580.000, ou 4.590.000, ou 4.600.000, ou 4.610.000, ou 4.620.000, ou 4.630.000, ou 4.640.000, ou 4.650.000, ou 4.660.000, ou 4.670.000, ou 4.680.000, ou 4.690.000, ou 4.700.000, ou 4.710.000, ou 4.720.000, ou 4.730.000, ou 4.740.000, ou 4.750.000, ou 4.760.000, ou 4.770.000, ou 4.780.000, ou 4.790.000, ou 4.800.000, ou 4.810.000, ou 4.820.000, ou 4.830.000, ou 4.840.000, ou 4.850.000, ou 4.860.000, ou 4.870.000, ou 4.880.000, ou 4.890.000, ou 4.900.000, ou 4.910.000, ou 4.920.000, ou 4.930.000, ou 4.940.000, ou 4.950.000, ou 4.960.000, ou 4.970.000, ou 4.980.000, ou 4.990.000, ou 5.000.000, ou 5.010.000, ou 5.020.000, ou 5.030.000, ou 5.040.000, ou 5.050.000, ou 5.060.000, ou 5.070.000, ou 5.080.000, ou 5.090.000, ou 5.100.000, ou 5.110.000, ou 5.120.000, ou 5.130.000, ou 5.140.000, ou 5.150.000, ou 5.160.000, ou 5.170.000, ou 5.180.000, ou 5.190.000, ou 5.200.000, ou 5.210.000, ou 5.220.000, ou 5.230.000, ou 5.240.000, ou 5.250.000, ou 5.260.000, ou 5.270.000, ou 5.280.000, ou 5.290.000, ou 5.300.000, ou 5.310.000, ou 5.320.000, ou 5.330.000, ou 5.340.000, ou 5.350.000, ou 5.360.000, ou 5.370.000, ou 5.380.000, ou 5.390.000, ou 5.400.000, ou 5.410.000, ou 5.420.000, ou 5.430.000, ou 5.440.000, ou 5.450.000, ou 5.460.000, ou 5.470.000, ou 5.480.000, ou 5.490.000, ou 5.500.000, ou 5.510.000, ou 5.520.000, ou 5.530.000, ou 5.540.000, ou 5.550.000, ou 5.560.000, ou 5.570.000, ou 5.580.000, ou 5.590.000, ou 5.600.000, ou 5.610.000, ou 5.620.000, ou 5.630.000, ou 5.640.000, ou 5.650.000, ou 5.660.000, ou 5.670.000, ou 5.680.000, ou 5.690.000, ou 5.700.000, ou 5.710.000, ou 5.720.000, ou 5.730.000, ou 5.740



# CULTURE ET RÉVOLUTION

## Louise MICHEL

### Patriote ou Révolutionnaire ?

Le 10 janvier 1905, — dans une chambre d'hôtel de Marseille — la bonne Louise s'éteignait, au terme d'une vie toute d'amour pour les hommes et tous les êtres qui souffrent, après cinquante années de vie militante.

Louise Michel fut-elle vraiment des nôtres ? Une telle question pourrait paraître une profanation si nous n'avions vécu, depuis 1945, l'adoption scandaleuse de Louise Michel par les officiels du parti stalinien. Ceux-ci n'ont voulu voir en elle que la patriote de la Commune. Ces grotesques n'allaient-ils pas (n'est-ce pas M. Marrane, à la « commémoration » de janvier 1947, qui se fit l'auteur de cette énormité ?) jusqu'à faire adhérer L. Michel, à titre posthume, à l'Union des Femmes Françaises ? (1).

Or, Louise Michel ne fut pas la combattante des barricades des Fédérés par patriotisme, mais par esprit de révolution sociale. Ses réponses, au cours de son procès devant le conseil de guerre de Versailles en sont une preuve irréfutable. Magnifiques réponses, courage lucide qui inspirèrent à V. Hugo son poème Viro-Major.

Certes, les Républicains de l'époque étaient d'abord fils des Jacobins et patriotes. Mais Louise Michel avait déjà, au temps de la Commune, dépassé sa simple haine de l'Empire et ses fréquentations en sont un témoignage : des blanquistes ou des hommes de la 1<sup>re</sup> Internationale (Jules Vallès, Varlin, Rigault, Eudes, Lissagary, Tolain et Ferré; Rochefort aussi). Louise Michel, cependant, ne pouvait être encore qu'une révolutionnaire mystique, sans doctrine précise, sans opinion nettement élaborée. Toute sa vie d'ailleurs — elle fut parfois un peu faible pour son ami Rochefort, même à propos de l'aventure boulangiste — elle fut une révolutionnaire d'instinct, de cœur, plus qu'une théoricienne et si ses discours se nourrissent parfois des thèses kropotkiniennes, leur extraordinaire pouvoir tient au souffle de révolte et d'amour, à la fougue et à l'inspiration qui les animent.

C'est exactement au cours de la traversée vers la déportation à la Nouvelle-Calédonie que Louise Michel prit conscience d'être anarchiste, et c'est en faisant retour sur l'expérience de la Commune. Comme elle l'écrivit, elle eut le temps, pendant quatre mois de traversée, de penser et de comparer « les choses, les événements, les hommes » de la Commune.

Les pitres du patriotisme qui ont voulu s'annexer Louise Michel, s'efforcent d'oublier que la dernière campagne de propagande de la « Vierge Rouge » fut une campagne antimilitariste, au cours de laquelle, âgée de soixante-quinze ans, elle sut enflammer d'immenses auditoires auxquels elle prêchait la désobéissance à l'armée, en cas de guerre.

La dépouille de Louise Michel fut suivie de la gare de Lyon au cimetière de Levallois, pendant 9 heures, par des dizaines de milliers de travailleurs parisiens.

Où sont les fils de ces humbles compagnons de Louise Michel ? Accuserons-nous la veulerie de l'époque ? N'oublions pas que deux atrocités guerres ont tranché le fil de toute tradition révolutionnaire dans ce pays.

### LES EDITIONS DU "LIBERTAIRE"

G. LEVAL

Anarchisme et Abondancisme, 20 fr., franco 30 fr.

Le Communisme : 40 fr., franco 55 fr.

ERNESTAN

Tu es anarchiste : 20 fr., franco 30 fr.

PETER BRANDT

Wege zur Freiheit : 20 fr., fco 30 fr. (Les chemins de la liberté) en allemand

Va paraître fin de mois :

de LYG

« L'EGALITE »

Une intéressante brochure sur un problème fondamental

Réduction de 33 % sur les livres par 6 exemplaires et les brochures par 12 exemplaires

### LE « CRAPOUILLOT »

BOBARDS 1939-1945 (1). — Le « Crapouillot » vient de faire paraître un numéro spécial « BOBARDS 1939-1945 » présenté par son directeur Jean Galtier-Boissière. Magistrale et traditionnelle tentative de celui-ci pour débarrasser les crânes de ceux qui ont la mémoire courte.

Nous en donnerons, ainsi que des précédents numéros : « L'HISTOIRE DE LA GUERRE », TOME I à V, un compte rendu détaillé la semaine prochaine.

(1) En vente au « Libéraire », 300 fr., franco 330 fr.

Nos prix marqués entre parenthèses indiquent Port compris

### CHANSONS - POESIES

R. Asso : Chansons sans musique, 150 fr. (180 fr.). — Traductions de A. Robin : Poèmes hongrois d'Ady, 50 fr. (65 fr.). Poèmes russes de Boris Pasternak, 50 fr. (60 fr.). — O. Olivan (en espagnol) : Le Romanço de la Libertad, 90 fr. (105 fr.). — A. Gorion : Cris de Révolte, 45 fr. (60 fr.). — Marcel Riouard : Un jour viendra, 135 fr. (150 fr.). — Jacques Prévert et André Verdet : Histoires, 300 fr. (330 fr.). — Christian Gali : L'Air de loin, 200 fr. (230 fr.).

Le parti stalinien qui ose aller au cimetière de Levallois « honorer » Louise Michel ne rassemble pas lui-même plus de quelques centaines de militants en cette occasion. On comprend que les anarchistes de Paris aient décidé de commémorer Louise Michel sans se limiter à un cortège ou à une délégation. Tout en travaillant à ce que le prolétariat retrouve une claire conscience de la

par FONTAINE

lutte à mener et le sentiment d'être lié aux luttes et aux lueurs du passé, tout en travaillant à préparer le temps où de nouveaux dizaines de milliers de Parisiens sauront rendre à la mémoire de Louise Michel un hommage digne de sa vie héroïque, nous pensons être fidèles à cette mémoire en faisant davantage encore pour le triomphe des idées pour lesquelles Louise Michel s'est

donnée à chaque instant de sa vie. Oui, nous l'aimons, notre Louise. Et nous l'aimons, quelles qu'aient été ses qualités d'esprit — et nous n'oublions ni son œuvre littéraire, ni ses travaux scientifiques en Nouvelle-Calédonie, ou son œuvre pédagogique admirable chez les Canaques, — avant tout pour ses qualités de cœur et de caractère.

La pureté de son exemple, l'extraordinaire rayonnement de sa vie expliquent que nos ennemis aient voulu mettre la main sur sa mémoire. Quand ils se recommandent de Louise Michel et de Durruti (et ils l'ont fait) c'est qu'ils viennent chercher chez nous les vies lumineuses qui leur manquent.

(1) Les cinq camarades qui, ce jour-là se firent matraquer pour avoir crié leur écœurément, en plein cimetière, au beau milieu de la mascarade, en peuvent témoigner.

Mon cher camarade,

Céline n'a cessé de témoigner à l'autorité allemande, comme à la vichyssoise, le même détachement et, à proprement parler, le même dégoût. qu'il montrait avant guerre à notre gouvernement démocratique (ou soi-disant).

Il a refusé, de 1940 à 1944, d'aller à l'ambassade, voyages à Weimar, grasses collaborations à la presse vendue, comme il repoussait en 1937 honneurs et décorations.

Si l'anarchie est un crime, qu'on le fusille. Simon, qu'on lui foute une fois pour toutes la paix.

A vous fraternellement,

Jean PAULHAN

Mon cher camarade,

Céline n'a cessé de témoigner à l'autorité allemande, comme à la vichyssoise, le même détachement et, à proprement parler, le même dégoût. qu'il montrait avant guerre à notre gouvernement démocratique (ou soi-disant).

Il a refusé, de 1940 à 1944, d'aller à l'ambassade, voyages à Weimar, grasses collaborations à la presse vendue, comme il repoussait en 1937 honneurs et décorations.

Si l'anarchie est un crime, qu'on le fusille. Simon, qu'on lui foute une fois pour toutes la paix.

A vous fraternellement,

Jean PAULHAN

Mon cher camarade,

Céline n'a cessé de témoigner à l'autorité allemande, comme à la vichyssoise, le même détachement et, à proprement parler, le même dégoût. qu'il montrait avant guerre à notre gouvernement démocratique (ou soi-disant).

Il a refusé, de 1940 à 1944, d'aller à l'ambassade, voyages à Weimar, grasses collaborations à la presse vendue, comme il repoussait en 1937 honneurs et décorations.

Si l'anarchie est un crime, qu'on le fusille. Simon, qu'on lui foute une fois pour toutes la paix.

A vous fraternellement,

Jean PAULHAN

Mon cher camarade,

Céline n'a cessé de témoigner à l'autorité allemande, comme à la vichyssoise, le même détachement et, à proprement parler, le même dégoût. qu'il montrait avant guerre à notre gouvernement démocratique (ou soi-disant).

Il a refusé, de 1940 à 1944, d'aller à l'ambassade, voyages à Weimar, grasses collaborations à la presse vendue, comme il repoussait en 1937 honneurs et décorations.

Si l'anarchie est un crime, qu'on le fusille. Simon, qu'on lui foute une fois pour toutes la paix.

A vous fraternellement,

Jean PAULHAN

Mon cher camarade,

Céline n'a cessé de témoigner à l'autorité allemande, comme à la vichyssoise, le même détachement et, à proprement parler, le même dégoût. qu'il montrait avant guerre à notre gouvernement démocratique (ou soi-disant).

Il a refusé, de 1940 à 1944, d'aller à l'ambassade, voyages à Weimar, grasses collaborations à la presse vendue, comme il repoussait en 1937 honneurs et décorations.

Si l'anarchie est un crime, qu'on le fusille. Simon, qu'on lui foute une fois pour toutes la paix.

A vous fraternellement,

Jean PAULHAN

Mon cher camarade,

Céline n'a cessé de témoigner à l'autorité allemande, comme à la vichyssoise, le même détachement et, à proprement parler, le même dégoût. qu'il montrait avant guerre à notre gouvernement démocratique (ou soi-disant).

Il a refusé, de 1940 à 1944, d'aller à l'ambassade, voyages à Weimar, grasses collaborations à la presse vendue, comme il repoussait en 1937 honneurs et décorations.

Si l'anarchie est un crime, qu'on le fusille. Simon, qu'on lui foute une fois pour toutes la paix.

A vous fraternellement,

Jean PAULHAN

Mon cher camarade,

Céline n'a cessé de témoigner à l'autorité allemande, comme à la vichyssoise, le même détachement et, à proprement parler, le même dégoût. qu'il montrait avant guerre à notre gouvernement démocratique (ou soi-disant).

Il a refusé, de 1940 à 1944, d'aller à l'ambassade, voyages à Weimar, grasses collaborations à la presse vendue, comme il repoussait en 1937 honneurs et décorations.

Si l'anarchie est un crime, qu'on le fusille. Simon, qu'on lui foute une fois pour toutes la paix.

A vous fraternellement,

Jean PAULHAN

Mon cher camarade,

Céline n'a cessé de témoigner à l'autorité allemande, comme à la vichyssoise, le même détachement et, à proprement parler, le même dégoût. qu'il montrait avant guerre à notre gouvernement démocratique (ou soi-disant).

Il a refusé, de 1940 à 1944, d'aller à l'ambassade, voyages à Weimar, grasses collaborations à la presse vendue, comme il repoussait en 1937 honneurs et décorations.

Si l'anarchie est un crime, qu'on le fusille. Simon, qu'on lui foute une fois pour toutes la paix.

A vous fraternellement,

Jean PAULHAN

Mon cher camarade,

Céline n'a cessé de témoigner à l'autorité allemande, comme à la vichyssoise, le même détachement et, à proprement parler, le même dégoût. qu'il montrait avant guerre à notre gouvernement démocratique (ou soi-disant).

Il a refusé, de 1940 à 1944, d'aller à l'ambassade, voyages à Weimar, grasses collaborations à la presse vendue, comme il repoussait en 1937 honneurs et décorations.

Si l'anarchie est un crime, qu'on le fusille. Simon, qu'on lui foute une fois pour toutes la paix.

A vous fraternellement,

Jean PAULHAN

Mon cher camarade,

Céline n'a cessé de témoigner à l'autorité allemande, comme à la vichyssoise, le même détachement et, à proprement parler, le même dégoût. qu'il montrait avant guerre à notre gouvernement démocratique (ou soi-disant).

Il a refusé, de 1940 à 1944, d'aller à l'ambassade, voyages à Weimar, grasses collaborations à la presse vendue, comme il repoussait en 1937 honneurs et décorations.

Si l'anarchie est un crime, qu'on le fusille. Simon, qu'on lui foute une fois pour toutes la paix.

A vous fraternellement,

Jean PAULHAN

Mon cher camarade,

Céline n'a cessé de témoigner à l'autorité allemande, comme à la vichyssoise, le même détachement et, à proprement parler, le même dégoût. qu'il montrait avant guerre à notre gouvernement démocratique (ou soi-disant).

Il a refusé, de 1940 à 1944, d'aller à l'ambassade, voyages à Weimar, grasses collaborations à la presse vendue, comme il repoussait en 1937 honneurs et décorations.

Si l'anarchie est un crime, qu'on le fusille. Simon, qu'on lui foute une fois pour toutes la paix.

A vous fraternellement,

Jean PAULHAN

Le parti stalinien qui ose aller au cimetière de Levallois « honorer » Louise Michel ne rassemble pas lui-même plus de quelques centaines de militants en cette occasion. On comprend que les anarchistes de Paris aient décidé de commémorer Louise Michel sans se limiter à un cortège ou à une délégation. Tout en travaillant à ce que le prolétariat retrouve une claire conscience de la

par FONTAINE

lutte à mener et le sentiment d'être lié aux luttes et aux lueurs du passé, tout en travaillant à préparer le temps où de nouveaux dizaines de milliers de Parisiens sauront rendre à la mémoire de Louise Michel un hommage digne de sa vie héroïque, nous pensons être fidèles à cette mémoire en faisant davantage encore pour le triomphe des idées pour lesquelles Louise Michel s'est

donnée à chaque instant de sa vie. Oui, nous l'aimons, notre Louise. Et nous l'aimons, quelles qu'aient été ses qualités d'esprit — et nous n'oublions ni son œuvre littéraire, ni ses travaux scientifiques en Nouvelle-Calédonie, ou son œuvre pédagogique admirable chez les Canaques, — avant tout pour ses qualités de cœur et de caractère.

La pureté de son exemple, l'extraordinaire rayonnement de sa vie expliquent que nos ennemis aient voulu mettre la main sur sa mémoire. Quand ils se recommandent de Louise Michel et de Durruti (et ils l'ont fait) c'est qu'ils viennent chercher chez nous les vies lumineuses qui leur manquent.

(1) Les cinq camarades qui, ce jour-là se firent matraquer pour avoir crié leur écœurément, en plein cimetière, au beau milieu de la mascarade, en peuvent témoigner.

Mon cher camarade,

Céline n'a cessé de témoigner à l'autorité allemande, comme à la vichyssoise, le même détachement et, à proprement parler, le même dégoût. qu'il montrait avant guerre à notre gouvernement démocratique (ou soi-disant).

Il a refusé, de 1940 à 1944, d'aller à l'ambassade, voyages à Weimar, grasses collaborations à la presse vendue, comme il repoussait en 1937 honneurs et décorations.

Si l'anarchie est un crime, qu'on le fusille. Simon, qu'on lui foute une fois pour toutes la paix.

A vous fraternellement,

Jean PAULHAN

Mon cher camarade,

Céline n'a cessé de témoigner à l'autorité allemande, comme à la vichyssoise, le même détachement et, à proprement parler, le même dégoût. qu'il montrait avant guerre à notre gouvernement démocratique (ou soi-disant).

Il a refusé, de 1940 à 1944, d'aller à l'ambassade, voyages à Weimar, grasses collaborations à la presse vendue, comme il repoussait en 1937 honneurs et décorations.

Si l'anarchie est un crime, qu'on le fusille. Simon, qu'on lui foute une fois pour toutes la paix.

A vous fraternellement,

Jean PAULHAN

Mon cher camarade,

Céline n'a cessé de témoigner à l'autorité allemande, comme à la vichyssoise, le même détachement et, à proprement parler, le même dégoût. qu'il montrait avant guerre à notre gouvernement démocratique (ou soi-disant).

Il a refusé, de 1940 à 1944, d'aller à l'ambassade, voyages à Weimar, grasses collaborations à la presse vendue, comme il repoussait en 1937 honneurs et décorations.

Si l'anarchie est un crime, qu'on le fusille. Simon, qu'on lui foute une fois pour toutes la paix.

A vous fraternellement,

Jean PAULHAN

Mon cher camarade,

Céline n'a cessé de témoigner à l'autorité allemande, comme à la vichyssoise, le même détachement et, à proprement parler, le même dégoût. qu'il montrait avant guerre à notre gouvernement démocratique (ou soi-disant).

Il a refusé, de 1940 à 1944, d'aller à l'ambassade, voyages à Weimar, grasses collaborations à la presse vendue, comme il repoussait en 1937 honneurs et décorations.

Si l'anarchie est un crime, qu'on le fusille. Simon, qu'on lui foute une fois pour toutes la paix.

A vous fraternellement,

Jean PAULHAN

Mon cher camarade,

Céline n'a cessé de témoigner à l'autorité allemande, comme à la vichyssoise, le même détachement et, à proprement parler, le même dégoût. qu'il montrait avant guerre à notre gouvernement démocratique (ou soi-disant).

Il a refusé, de 1940 à 1944, d'aller à l'ambassade, voyages à Weimar, grasses collaborations à la presse vendue, comme il repoussait en 1937 honneurs et décorations.

Si l'anarchie est un crime, qu'on le fusille. Simon, qu'on lui foute une fois pour toutes la paix.

A vous fraternellement,

Jean PAULHAN

Mon cher camarade,

Céline n'a cessé de témoigner à l'autorité allemande, comme à la vichyssoise, le même détachement et, à proprement parler, le même dégoût. qu'il montrait avant guerre à notre gouvernement démocratique (ou soi-disant).

Il a refusé, de 1940 à 1944, d'aller à l'ambassade, voyages à Weimar, grasses collaborations à la presse vendue, comme il repoussait en 1937 honneurs et décorations.

Si l'anarchie est un crime, qu'on le fusille. Simon, qu'on lui foute une fois pour toutes la paix.

A vous fraternellement,

Jean PAULHAN

Mon cher camarade,

Céline n'a cessé de témoigner à l'autorité allemande, comme à la vichyssoise, le même détachement et, à proprement parler, le même dégoût. qu'il montrait avant guerre à notre gouvernement démocratique (ou soi-disant).

Il a refusé, de 1940 à 1944, d'aller à l'ambassade, voyages à Weimar, grasses collaborations à la presse vendue, comme il repoussait en 1937 honneurs et décorations.

Si l'anarchie est un crime, qu'on le fusille. Simon, qu'on lui foute une fois pour toutes la paix.

A vous fraternellement,

Jean PAULHAN

Mon cher camarade,

Céline n'a cessé de témoigner à l'autorité allemande, comme à la vichyssoise, le même détachement et, à proprement parler, le même dégoût. qu'il montrait avant guerre à notre gouvernement démocratique (ou soi-disant).

Il a refusé, de 1940 à 1944, d'aller à l'ambassade, voyages à Weimar, grasses collaborations à la presse vendue, comme il repoussait en 1937 honneurs et décorations.

Si l'anarchie est un crime, qu'on le fusille. Simon, qu'on lui foute une fois pour toutes la paix.

A vous fraternellement,

Jean PAULHAN

Mon cher camarade,

Céline n'a cessé de témoigner à l'autorité allemande, comme à la vichyssoise, le même détachement et, à proprement parler, le même dégoût. qu'il montrait avant guerre à notre gouvernement démocratique (ou soi-disant).

Il a refusé, de 1940 à 1944, d'aller à l'ambassade, voyages à Weimar, grasses collaborations à la presse vendue, comme il repoussait en 1937 honneurs et décorations.

Si l'anarchie est un crime, qu'on le fusille. Simon, qu'on lui foute une fois pour toutes la paix.

A vous fraternellement,

Jean PAULHAN

Mon cher camarade,

Céline n'a cessé de témoigner à l'autorité allemande, comme à la vichyssoise, le même détachement et, à proprement parler, le même dégoût. qu'il montrait avant guerre à notre gouvernement démocratique (ou soi-disant).

Il a refusé, de 1940 à 1944, d'aller à l'ambassade, voyages à Weimar, grasses collaborations à la presse vendue, comme il repoussait en 1937 honneurs et décorations.

Si l'anarchie est un crime, qu'on le fusille. Simon, qu'on lui foute une fois pour toutes la paix.

A vous fraternellement,

Jean PAULHAN

Mon cher camarade,

Céline n'a cessé de témoigner à l'autorité allemande, comme à la vichyssoise, le même détachement et, à proprement parler, le même dégoût. qu'il montrait avant guerre à notre gouvernement démocratique (ou soi-disant).

Il a refusé, de 1940 à 1944, d'aller à l'ambassade, voyages à Weimar, grasses collaborations à la presse vendue, comme il repoussait en 1937 honneurs et décorations.

Si l'anarchie est un crime, qu'on le fusille. Simon, qu'on lui foute une fois pour toutes la paix.

A vous fraternellement,

Jean PAULHAN

## La raison d'Etat en Israël

L'EQUIVOQUE que nous avons à maintes reprises signalée, à propos de la naissance d'un Etat israélien est en voie de s'éclaircir. Tant pis pour ceux qui pleurent au moment où s'écroulent les illusions qu'ils s'étaient eux-mêmes bâties.

Pour beaucoup de gens, la Palestine juive représentait une juste revanche et un triomphe tardif mais admirable d'un peuple persécuté, méprisé, haï. C'est exact en partie, mais en partie seulement. Dans notre époque où le sentimentalisme est une dévotion de propagande et où les matières premières et les positions géopolitiques constituent des objectifs autrement importants que la réalisation du bonheur sur terre, il existe quelques autres moteurs d'action que le goût du bien et la récompense des bons.



## «SYNDICALISME MODERNE»

TOUTES les centrales syndicales, et elles sont nombreuses, ont jugé opportun, au seuil de la nouvelle année, de publier « leur bilan ».

Et chacune d'elles énonce de multiples succès dont elle revendique d'être à l'origine. En fait, sous un verbiage incendiaire, faussement optimiste, se dissimule mal le véritable intérêt de ces syndicats : la course aux effectifs. Car la clientèle visée est exigeante et c'est à qui tentera d'apparaître comme le plus combattif.

La C.G.T.-F.O. n'échappe pas à cette règle. Mais ne possédant pas de passé dont elle puisse se glorifier, elle se rattrape sur l'avenir : voyez ses promesses. Et quelles promesses !

« Une classe ouvrière prospère dans une collectivité nationale florissante ».

« Il ne suffit pas de réclamer un syndicalisme gestionnaire », dit André Lafond dans *Force Ouvrière*, et de conclure : « Les possibilités doivent être à la hauteur des théories. Les aspirations les plus pures demeurent des prétentions, si elles ne se traduisent pas dans les faits... Au syndicalisme de préparer et de fournir des cadres nouveaux à la société. »

Selon Lafond, l'assainissement de la gestion des entreprises nationales, l'amélioration de la Sécurité sociale, le rétablissement du pouvoir d'achat et la justice fiscale sont les seuls gages d'une « collectivité florissante ».

Nous chercherons vainement même une légère allusion à la gestion des usines par les travailleurs ; nulle part il n'est question d'abolir le salariat ou bien de lutter contre le gouvernement et l'armée, programme qu'inscrivait la C.G.T. dans la Charte d'Amiens, dont Veillon prétend se recommander.

Non ! rien de cela. L'ordre social que préconisent les pontifes de *Force Ouvrière* est celui qui leur assurera de grasses sinécures.

Soyez rassurés, messieurs, le Gouvernement et le patronat ont sûrement compris et il n'est pas douteux que sous peu ils ne sollicitent votre collaboration.

Seulement, méfiez-vous ! La classe ouvrière pourrait ne plus goûter ce « syndicalisme moderne » et vous abandonner avec le réformisme dans lequel vous vous confiez depuis de nombreuses années. Et alors, peut-être s'orientera-t-elle — et nous y veillerons — vers l'action révolutionnaire à laquelle il vous serait pour le moins difficile de vous adapter.

JOE LANEN.

## “La Fédération syndicaliste des P.T.T. est le plus beau fleuron de la C.G.T.F.O.”

(J. MAHÉ au Conseil Fédéral)

J'AI sous les yeux le « P.T.T. Syndicaliste », organe de la Fédération des P. T. T. (Force Ouvrière), où le rédacteur de l'éditorial « se bat les fesses » à expliquer les raisons de la disparition de la Fédération « le plus beau fleuron de la C. G. T. F. O. », comme l'explique, sans rire « le pape » du syndicalisme postier, Jean Mahé, après le couplet traditionnel sur « l'influence maléfaisante des organisations parasitaires ». L'éditorialiste examine « d'autres raisons plus actuelles » et d'abord :

— La grève toute proche, du 15 juin, aux résultats IMPALPABLES, quoique réels ?

— La pression intolérable du gouvernement.

A ces raisons, T. OTTAVY, de la mi-

norité dite « combat syndical », dans un excellent article paru dans le dernier numéro de la « Révolution prolétarienne » en ajoute d'autres :

— la majorité des syndiqués ne voulait pas la grève.

— Il est douteux que les militants

par MONTLUC

qui ont fait la grève par devoir aient fait tout ce qui était en leur pouvoir pour l'élargir.

— Les Syndicats des P. T. T. sont composés presque exclusivement de JEUNES MILITANTS, formés depuis 1944 à travers des questions techniques de re-

classement aux dépens de la CONNAISSANCE DES QUESTIONS GÉNÉRALES et des TRADITIONS DU SYNDICALISME.

— La mentalité de l'adhérent faite de découragement, de fatigue, « d'esprit catégoriste », de scepticisme, de méconnaissance des problèmes ouvriers, d'indifférence à l'égard de la morale syndicaliste, etc...

Toutes ces raisons sont valables, mais elles ne sont pas le fruit d'une tradition dans les P. T. T. et les raisons qui les ont produites méritent d'être examinées. Elles dépassent le cadre de la corporation et sont une illustration assez exacte d'un « moment » du syndicalisme contemporain.

Nous avons connu au lendemain de la libération une Fédération postale combattive, dynamique, décidée, n'hésitant pas à engager la lutte contre le ministre communiste du travail. Malgré le sabotage des stalinien, malgré la pression des politiciens socialistes, les travailleurs des P. T. T. surent transformer une grève de 24 heures en une grève illimitée qui se termina par une magnifique victoire contre l'Etat patron, contre les politiciens socialistes, contre les stalinien et leur ministre du travail. Une victoire du syndicalisme sur les forces qui cherchaient à le dévier de sa route.

De cette lutte est née la Fédération Syndicaliste. A cette époque les dirigeants postiers cherchaient leur voie et ce furent les contacts avec la C. N. T. qui leur en donnèrent. Une victoire du syndicalisme sur les forces qui cherchaient à le dévier de sa route.

La Fédération syndicaliste était alors au tournant de son histoire.

Ses dirigeants ont trouvé la route trop austère, trop rude. Une autre plus facile s'ouvrait à eux au bout de laquelle se trouvaient les honneurs et également le réformisme avec ses échecs moraux compensés par les sinécures.

Ils ont d'ailleurs choisi avec un certain sentiment de honte et c'est Mouton qui a une délégation de la C. N. T. conduite par notre camarade Jacquelin. répondit :

— « Vous devez nous mépriser ? »

Aujourd'hui, d'abandon en abandon, le « plus beau fleuron de la F. O. » en est arrivé là.

— 10 % seulement de ses effectifs ont participé à la grève du 25. Rien d'étonnant, d'ailleurs, la résolution appelant les postiers à la lutte ne contenait-elle pas cette phrase ÉTONNANTE :

— « Le Conseil National regrette (sic) d'avoir à recourir à la grève pour la deuxième fois en quelques mois AU COURS D'UNE PÉRIODE CRITIQUE A LA VIE DE LA NATION ».

Et plus loin il appelait à :

— MANIFESTER DANS LE CALME ET LA DIGNITÉ.

Il est vrai que l'éditorialiste cité plus haut se console en exaltant l'Internationale créée à la sauvegarde tout dernièrement à Londres.

Que de chemin parcouru depuis trois ans ! Et pourtant il reste à la Fédération syndicaliste d'excellents éléments.

C'est MIONART (Lyon) qui déclarait au dernier Congrès national :

— La grève limitée est périmée. Il faut envisager la grève gestionnaire.

C'est LENDIERE (Calvados) qui réclame la grève illimitée.

C'est CHENAT (Fédération du Rhône) qui pense que les grèves par cessation de travail sont de moins en moins opérantes et qui déclare que sa fédération préconise la grève gestionnaire.

Le syndicalisme postier conduit par la faiblesse de ses dirigeants au réformisme désagrégeur repose tout entier sur cette minorité syndicaliste révolutionnaire.

Elle seule peut faire de la défunte « Fédération Syndicaliste » le plus « beau fleuron du syndicalisme révolutionnaire ».

PICARD.

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

## UNE DÉFAITE OUVRIÈRE :

# Le minimum vital

AINSI, nous en sommes là, en ces temps où chacun glose sur le progrès, la liberté, le mieux-être, l'égalité, le suffrage universel, la démocratie et le reste. Rien n'est changé sous le soleil, et pas un de ceux qui détiennent une parcelle d'autorité morale sur les foules ne fait ou ne dit quelque chose pour que ça change. Les féodaux des siècles qu'on dénomme « jadis » accordaient à leurs serfs tout juste assez de subsistance pour se maintenir en vie, accomplir leur travail et se reproduire. Les rois en firent autant. Notre sacrée république ne saurait rompre avec l'habitude. Elle a ses

serfs et ses féodaux. Des deux côtés, ce sont toujours les mêmes. On a seulement modifié les appellations. Les uns sont devenus ouvriers, les autres patrons, techniciens, chefs ou gouvernants.

Et tous, du plus petit au plus grand, de celui qui souffre et végète, à celui

plus, ni moins sympathiques que leurs maîtres. Pareille est leur inconscience, plus triste leur déchéance. Ce sont les esclaves qui font les seigneurs, les peuples les gouvernements, les ouvriers les patrons. Ce sont les dégénérés et les faibles qui font la belle société où ils nous forcent de croupir avec eux. Les

réclamer, non pas son dû, non pas ce qui lui revient de droit, mais sa part de la production, en tant que partie intégrante d'une humanité où elle apporte sa quote-part d'efforts. Nous voudrions qu'elle réclame et ait la force d'obtenir autant que les autres. Ni plus, ni moins.

Nous aimerions qu'elle fasse elle-même son lit, au lieu de s'en remettre éternellement à des « représentants » qui ne rêvent qu'à l'écraser.

Car enfin, ce prolétariat qui, à l'usine, aux champs, au bureau, guette avec impatience que vienne le dimanche, ce monde du travail perclus de mauditions, qui trimballe sur le dos son minimum vital au fond d'une gamelle qu'il fait chauffer à midi, doit en avoir assez d'être le dindon de l'histoire.

Ce n'est pas en maugrant contre la femme qui ne sait pas faire des économies, ou contre le gosse qui fait du raffut, ou contre le copain qui gagne un peu plus que lui, qu'il améliorera son sort. Ce n'est pas non plus en posant sa candidature au prix Cognac.

C'est en prenant conscience qu'il est un homme comme les autres, avec les mêmes vices, mais aussi avec les mêmes besoins, les mêmes désirs de jouir de la vie.

Si, pour certains, le modèle ouvrier est cette partie du prolétariat qui déserte la lutte et se résigne à sa propre déchéance, en cherchant une amère consolation au bistro du coin ou « Aux Cloches de Notre-Dame », justifiant ainsi la réprobation universelle et le minimum vital, pour nous qui vivons ses peines alors que nous pourrions les éviter, c'est autre chose.

Le minimum vital, ce n'est pas le prix du kilo de sucre par rapport à 1938, ou la possibilité d'avoir un paquet de tabac de plus par mois.

Le minimum vital, c'est ce que peut être distribué à chacun, quelles que soient ses capacités.

Pas plus, mais pas moins.

par Fernand ROBERT

qui profite et exploite le malheur, tous admettent que le minimum vital, la notion du « minimum vital ». Minimum vital, messieurs, pour que vive et se développe le règne du knout ; minimum vital, pour que soit assurée la pérennité de la France immortelle, de la France des droits de l'homme et du charlatanisme ; minimum vital, pour que se maintiennent tous les Franco de la terre ; minimum vital, pour que se perpétue la grande Amérique. Minimum vital partout, pour que les malins écrasent les imbéciles sous les roues de leur Packard, qui fait du trente litres aux cent.

Quel pitoyable euphémisme et quel triste objectif pour les syndicats, que cette « revendication », qui n'est que la frontière entre la vie et la mort. Que voilà bien l'aveu de la faiblesse du syndicalisme et de la pauvreté de ses moyens actuels. Et comme on sent bien, là, qu'il faut que les méthodes changent. En être réduit, en tant que protagoniste du progrès social, à délimiter le prix au-dessous duquel on risque de perdre la vie, à le défendre avec acharnement, comme but majeur, quelle défaite pour le militant.

Le minimum vital, c'est l'exploitation de la crédulité, le règne de la peur. C'est, pour le capitalisme, l'assurance de survie. C'est le maintien de toutes les iniquités.

Et prenez toutes les centrales : elles en sont toutes à cette notion. Les autres demandent : 13.633 francs, les autres 10.700 francs. Pas une ne dira que ce qu'il faut à l'ouvrier, comme aux autres hommes, c'est vivre en profitant largement de ce que la terre offre en abondance. Pas une n'ose déclarer qu'il faut faire disparaître les inégalités. Si une voix s'élève, elle est si faible qu'elle ne peut se faire entendre.

Le terrible de l'histoire, c'est qu'à force d'être berné, joué, bafoué, trahi, battu, traîné et tirillé de gauche à droite et, pour tout dire, cocufié, le prolétariat en est arrivé à admettre ce minimum vital comme une panacée, comme la logique des choses ! Il admet qu'on le laisse croupir dans sa misérable condition, il en fixe lui-même les limites, c'en est-il déclaré satisfait. Il signe ce qu'il croit sa victoire, il casse la figure de ceux qui le mettent en garde, en les traînant dans la boue. Et quand il touche gaillardement ce qu'il a lui-même demandé, il roupète ! On appelle ça les bienfaits du régime démocratique, où chacun veut qu'il y ait des premiers et des derniers.

Ce qui fait qu'on a le droit de se demander jusqu'à quel point Victor Serge n'avait pas raison, quand il écrivait, en 1910 : « Les ouvriers ne nous sont ni

## La liberté au Maroc

ENCORE une fois, l'Administration marocaine atteinte à la liberté individuelle. Ce n'est malheureusement pas la première fois que les « autorités » font preuve, au Maroc, d'un esprit digne des plus sévères dictatures. Des militants sont arrêtés, emprisonnés, expulsés sous la seule inculpation de défendre la classe ouvrière.

Le 24 décembre 1949, c'est Tahar, secrétaire de l'Union Générale des Syndicats Confédérés du Maroc, qui, en sortant d'une réunion, a été « enlevé » par la police, emprisonné, jugé hâtivement et condamné à un mois de prison.

Nous ne défendons pas, ici, les idées politiques et syndicales de Tahar ; nous les avons souvent critiquées et continuerons à le faire chaque fois que nous le jugerons utile. Mais nous ne pouvons laisser passer, sans nous indigner, l'atteinte à la liberté que constitue une arrestation irrégulière et l'emprisonnement d'un homme, quel qu'il soit, pour le seul motif qu'il défend des idées conformes à celles du Gouvernement.

Nous nous élevons contre l'arrestation du secrétaire de la C.G.T. marocaine avec la même force que contre l'emprisonnement des anarchistes dans les démocraties « stalinisées » ou celle des républicains en Espagne franquiste, car nous ne défendons pas des hommes, mais le grand principe de LIBERTÉ auquel nous sommes attachés. Ce principe a été violé au Maroc ; nous devons notre protestation, sans nous occuper de quelle est la victime, mais parce que nous n'admettons pas qu'un homme, fût-il notre adversaire, soit privé du droit d'exprimer ses idées.

R. JARNAUD.

lamentables cohues de prolétaires que nous connaissons de visu sont incapables physiologiquement de vivre en harmonie. Par conséquent, organiser la classe ouvrière en vue d'une transformation sociale, c'est perdre son temps et son énergie ».

Nous n'en sommes pas encore à ce pessimisme. Mais nous aimerions que cette classe ouvrière ait le courage de

Dans le métro

## POUR UN CARTEL D'UNITÉ D'ACTION SYNDICALISTE

Il y a au Métro bien des inorganisés et, comme ailleurs, beaucoup de centrales. Peut-être serait-il possible de regrouper les volontés dispersées, au moyen d'un organisme qui laisserait chacun libre d'adhérer au syndicat de son choix, et étudierait la possibilité d'unifier les revendications, sur des bases solides, où il serait d'abord question d'améliorer le sort des travailleurs, et non de politique. Je serais heureux d'entrer en contact avec ceux que ce projet intéresserait. Ce que nous voulons, ce n'est pas du « bla-bla-bla », c'est de l'action. Ecrire à : Cros, C.U.S.C., 20, rue Santeuil, Paris-7.

(Réseau routier R.A.T.P.).  
CROS

# Henry Miller et la vie

ALORS que Benoît Frachon a ouvert sa campagne en faveur de la paix soviétique, qu'Henry Stimson et George Bundy écrivent un volume de cinq cents pages se demandant : « Faut-il recommencer la guerre ? », un homme, dans la ville de Bigor, en Californie, enseigne aux hommes à comprendre les bienfaits de la paix, à aimer la paix tout en se débarrassant de toutes considérations conformistes et de toutes contraintes.

C'est Henry Miller, le romancier Miller, dont les deux « Tropiques » firent sensation lorsqu'ils furent lancés dans le monde des lettres. Miller, en effet, dans un cadre approprié, développe ses théories, qui, si elles choquent quelques-uns de nos camarades et amis, n'en sont pas moins foncièrement anarchistes.

Nous pouvons en effet faire nos ces paroles du romancier américain lorsqu'il développe ainsi ses idées sur les guerres et les politiques :

« Je vois se dresser de nouveaux ta-bous, de nouvelles danses de guerre. Pendant que dans l'air de beauté les frères de l'homme, les poètes d'aujourd'hui, les poètes d'aujourd'hui, chent leurs phrases magiques, d'autres hommes disent : « Venez donc dans notre fabrique de munitions, il y a une place pour vous. Nous vous garantissons le maximum de salaire et un travail facile ». Et vous, vous marchez, et votre père marche, votre frère marche, et si vous ne marchez pas, on vous traite de mauvais patriote et de crapule. Pauvres cons de tous les pays, unissez-vous ! Unissez-vous, étirez-vous, massacrez-vous, au nom de saint Truman ou de saint Staline, de saint Coca-Cola ou de saint aveu spontané, si cela vous plaît, mais fichez la paix aux autres qui veulent regarder la mer, boire un bon coup de pinard et coucher avec une belle fille aux seins durs ».

Miller a mille fois raison. Les magnats de la finance et de l'industrie vous offrent de produire, de travailler huit heures par jour sans que vous puissiez connaître les plaisirs de la vie et lorsque vous avez fabriqué assez de fusils, de canons, de camions, de tanks, on vous enverra au casse-pipe sans que vous rouspéziez. Vous ne pouvez d'ailleurs rien dire puisqu'en allant voter, vous avez mis votre sort entre les mains d'une « élite », qui décide pour vous, qui règle en votre nom, qui vous assassine ou vous emprisonne avec votre consentement. Puisque vous avez voté pour eux. Cela ne vous arriverait pas, si, au lieu de vous tourner vers les armes, vous faisiez comme Miller et comme les anarchistes, en vous tournant

vers « votre cœur, votre sexe et votre gésier ».

La politique, l'Etat, les lois, la hiérarchie, sont autant de contraintes qu'il faut jeter par-dessus bord. « La vie », écrit Miller, dans un récent manifeste, est un phénomène sans règle ni moralité et nous crachons sur le sérieux, sur la barbe des vieillards dignes, sur la guerre et sur les poisons qui se laissent prendre par des imbéciles ».

Lorsque, par exemple, à la S.N.C.F., nous disons merde à un chef un peu trop arrogant, nous le faisons au nom du droit que nous nous confère la vie. Lorsque nous, anarchistes, nous répondons par un sourire ironique au chef qui veut nous faire une leçon de « morale », en nous engageant à être plus sérieux dans le travail, notre sourire signifie que nous les considérons comme de pauvres cons et qu'il n'y a rien de sérieux en dehors de la vie.

Nous ne pouvons pas non plus terminer sans donner l'opinion de Miller sur la nouvelle rage qui vient d'Amérique : l'éducation sexuelle : « Les têtes de lard veulent apprendre aux garçons à peloter les gonesses. Me l'a-on appris à moi ? Si vous avez du cœur sous vos entretoiles et du sang dans les veines, vous trouverez bien vous-mêmes. Et si vous ne trouvez pas, allez vous faire pendre ».

Henry Miller sera prochainement à Paris, où il donnera des conférences. Nous l'irons écouter.

Raymond BEAULATON.

## MARSEILLE

GRAND MEETING  
PACIFISTE  
DIMANCHE

22 JANVIER 1950

à 9 h. 30 du matin

CINEMA RIALTO

Rue Saint-Ferréol - Marseille

PLUS DE GUERRES  
L'UNION DES HOMMES  
FERA LA PAIX DU MONDE

Orateurs : pour les Cityens du monde : Schiano.

Pour le Mouvement Français pour l'Abolition : Pastor.

Pour la Fédération Anarchiste : A. Arru.

Sous la présidence de H. Julien, de la Confédération Générale Pacifiste.

Tous ceux qui haïssent les guerres sont invités.

## REVUE de la PRESSE syndicale

COMITES D'ENTREPRISE  
ET COLLABORATION  
DE CLASSE

Ces quelques lignes de J. Valéry, tirées de l'organe C.G.T.-F.O. de la région parisienne « Les Métaux » suffisent à démontrer le rôle hypocrite réservé aux Comités d'Entreprise que nous avons maintes fois condamnés en tant qu'institutions de collaboration de classes.

Que le patronat à son tour comprenne son erreur et en parfaite entente avec les Comités d'Entreprise s'attelle au travail, qu'il se contente d'une marge bénéficiaire moins grande pour que le consommateur en bénéficie.

Que le Gouvernement nouveau use de son autorité pour supprimer la multitude d'intermédiaires, véritables parasites vivants aux dépens des producteurs et des consommateurs.

Que l'un et l'autre comprennent qu'il doit s'appuyer sur la masse ouvrière et non la brimer et nous aurons ainsi fait un grand pas dans la voie que nous nous sommes tracée, l'émancipation de notre classe et le climat de paix sociale nécessaires à notre vie.

Singulière définition de l'émancipation des travailleurs ! Mais au fait, Valéry parlant de « notre classe » sous-entend-il « classe des cadres syndicaux » ? Quel cas, l'acharnement maléfique qu'il met à défendre les comités d'entreprise, en dépit de leur échec indéniable, se trouverait justifié.

Pour prouver l'identité des conceptions patronales et syndicales sur les comités d'entreprise, citons l'éditorial du « Bulletin d'Information » de la Régie Renault, dans lequel P. Lefaucheux (directeur général) modeste comme il se doit, dit notamment :

« Le premier souci de la Direction doit être d'assurer du travail au personnel de la Régie. Elle ne cherche ni à réaliser des bénéfices spectaculaires, ni à augmenter exagérément la puissance de production de l'entreprise, mais seulement à consolider toujours davantage la situation industrielle de cette dernière, afin de lui permettre de triompher des difficultés qu'elle risque de rencontrer dans l'avenir ».

C'est ce que je demande à tous de comprendre, et notamment à ceux des travailleurs dont les revendications ne sont pas immédiatement satisfaites. Qu'ils sachent bien que les refus ne sont pas systématiques et ne correspondent nullement à un raidissement voulu de la Direction qu'on accuse à tort d'avoir spontanément renoncé à l'attitude de collaboration confiante

REDACTION-ADMINISTRATION  
Robert JOULIN, 145, Quai de Valmy  
Paris-10<sup>e</sup> C.G.P. 5561-76

FRANCE-COLONIES  
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.  
AUTRES PAYS  
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.  
Pour changement d'adresse, joindre  
25 francs et la dernière bande